Bulletin Quotidien, 19 août 2013

Le gouvernement cherche l'apaisement sur la réforme pénale

Plus tôt dans la semaine, le ministre de l'Intérieur Manuel VALLS a tenté mercredi d'éteindre la polémique déclenchée la veille par la révélation de ses désaccords avec la ministre de la Justice Christiane TAUBIRA à propos de la réforme pénale (cf. "BQ" du 14 août). "Il y a une seule ligne, celle définie par le président de la République. Nous allons continuer à travailler avec Christiane TAUBIRA main dans la main", a-t-il affirmé à Marseille, où il était venu évoquer la lutte contre le trafic de drogue (cf. infra). "Elle et moi nous voulons éviter de retomber dans l'opposition classique entre Garde des Sceaux et ministre de l'Intérieur", a-t-il assuré, précisant avoir eu la veille au soir une conversation téléphonique avec Mme TAUBIRA. En début de matinée sur RTL, il avait jugé "normal" qu'il y ait sur ce sujet d'importance un "débat", lequel n'avait certes pas vocation à se retrouver sur la place publique. "La Justice et l'Intérieur doivent travailler ensemble au service des Français pour être efficaces", a-t-il ajouté, excluant toute démission, tant de sa part que de celle de la ministre de la Justice. "Qu'il y ait débat c'est normal (...) ce qui est important c'est que les Français aient confiance dans les décisions que nous prendrons", a déclaré pour sa part le Premier ministre Jean-Marc AYRAULT. "Forcé est de constater qu'aujourd'hui (...) 80 % des personnes détenues en prison sortent sans accompagnement, sans mesure de suivi et nous avons constaté depuis dix ans une augmentation de la récidive", a-t-il expliqué. Pour lui, "ce n'est pas la sévérité qui est en cause (...) ce qui compte, c'est l'efficacité". "Ce qui sera présenté au Conseil des ministres en septembre, ça sera un projet de loi qui répondra à cette exigence d'efficacité de la Justice", a assuré le Premier ministre, alors que nombre d'acteurs ne s'attendent plus guère à voir adopter ce texte aussi sensible, déjà retardé deux fois, avant les élections municipales de l'an prochain.

Ce projet verra-t-il le jour ? "Je l'espère, parce que sinon cela serait considérer que la situation que nous connaissons aujourd'hui est satisfaisante", a commenté mercredi le président (PS) de la commission des Lois de l'Assemblée nationale Jean-Lucques URVOAS, en déplorant l'engorgement des juridictions et la surpopulation carcérale. Il a souligné avoir inscrit "il y a déjà un mois" la loi pénale à l'ordre du jour des travaux journaliers parlementaires du PS qui se tiendront les 23 et 24 septembre à Bordeaux et auxquelles sont invités les deux ministres. "Ce sera une occasion de parler de ce calendrier", a-t-il ajouté, déclarant "souhaiter" une réforme avant les municipales. Deux jours plus tard, M. URVOAS est revenu sur ses propos en affirmant au "Figaro" que la date d'adoption de la réforme pénale n'est pas "essentielle", que ce soit "avant ou après les municipales". "Ce qui doit primer, c'est la cohérence du texte. Renover en profondeur notre conception de la peine pour répondre aux impératifs de la sanction, de protection et de réinsertion n'est pas une mince affaire", a-t-il expliqué dans "Le Figaro". "Cela nécessitera du temps, et je ne souhaite pas que la procédure accélérée soit engagée", a précisé le député du Finistère.